Discours de M. Jean-Marc Ayrault
Ministre des Affaires étrangères et du Développement international
Séminaire franco-néerlandais sur l'intégration européenne
21 novembre 2016

Les Pays-Bas et la France ont une responsabilité particulière dans la construction d'une Europe unie. Cette responsabilité, nous la tenons de notre histoire commune. Après la Seconde Guerre mondiale, nos prédécesseurs ont eu le courage d'oser inventer le projet européen. Ce projet était alors révolutionnaire ; il le demeure aujourd'hui.

Johan Willem Beyen comme Robert Schuman ou Jean Monnet, des hommes nés au 19ème siècle, ont marqué le siècle suivant en dépassant les différences entre nos pays pour mettre en avant, protéger et renforcer les valeurs et les objectifs que nous avons en commun. Ces valeurs et ces objectifs sont les mêmes aujourd'hui : la démocratie, le respect de l'Etat de droit, l'égalité de tous et la capacité à réunir

les peuples de l'Union grâce à des réalisations concrètes, permettant la naissance d'une solidarité commune.

Si les objectifs et les valeurs restent aujourd'hui les mêmes, tout le reste, ou presque, a changé. Le monde, bien sûr, mais aussi l'Union, sa taille, ses attributions et son fonctionnement.

Ces changements exigent que nous prenions le temps de la réflexion. C'est un exercice difficile et l'urgence l'emporte souvent. Mais le premier séminaire de travail qui avait été organisé avec vous, à Paris, a montré l'utilité de ces moments d'échange, à bâtons rompus, sur le fonctionnement de notre Union. C'est nécessaire pour trouver de nouvelles idées grâce à des discussions ouvertes et à la confrontation des perceptions différentes et complémentaires : celles de chercheurs comme celle des entrepreneurs ou des étudiants.

Le premier séminaire avait traité d'un sujet complexe et non moins

nécessaire : l'impératif de simplification. Nous avons aujourd'hui choisi d'aborder un sujet qui

me semble peut être encore plus urgent, celui de notre capacité à agir en liant deux impératifs : l'unité d'une part et l'efficacité d'autre part.

L'unité et l'efficacité sont des principes cardinaux de la construction européenne. Ils sont aujourd'hui mis à l'épreuve.

Le fonctionnement de l'Union européenne est en cause. La défiance gagne du terrain. C'est vrai en France, c'est vrai aux Pays-Bas, c'est vrai dans l'ensemble de l'Union. Il serait réducteur de croire que seule cette défiance explique le résultat du référendum britannique, mais il est impossible de nier que ce résultat nous dit aussi beaucoup de l'état du projet européen et de sa perception par les citoyens. Trop lointain, trop complexe, trop technocratique. Nous connaissons ces critiques récurrentes.

Or, il n'y a qu'une seule manière de répondre à ces critiques : obtenir des résultats concrets et visibles qui permettent à nos concitoyens de mesurer la valeur ajoutée de l'Union et empêchent ceux qui veulent détruire le projet

européen de poursuivre leurs critiques mensongères.

Ces résultats sont attendus sur de nombreux sujets. Pensons aux bouleversements qui ont eu lieu depuis notre dernier séminaire : la menace terroriste s'est renforcée ; les populismes ont cru ; la perspective de sortie du Royaume-Uni s'est concrétisée et les relations avec la nouvelle administration américaine restent à définir.

L'avenir de l'Union et la relance du projet européen sont à l'ordre du jour. Si nous ne parvenons pas à concilier l'efficacité dans les résultats et l'impératif d'unité, nous pourrions voir croître des difficultés et des contestations plus violentes encore.

Il nous faut donc trouver le bon ajustement entre l'action en commun, dans le respect des principes et des valeurs qui ont fondé l'Union européenne, et la prise en compte des préoccupations exprimées au sein des Etats membres.

Pour ce faire, nous devons travailler sur le fonctionnement même de l'Union. Nous devons

être capables de repenser notre projet pour l'améliorer en prenant au sérieux les critiques de nos concitoyens. Pour le rendre plus démocratique, plus lisible et plus efficace.

Je crois que la façon dont nous travaillons aujourd'hui reflète ce que pourrait être un meilleur fonctionnement de l'Union : rassembler l'ensemble des acteurs quotidiens de notre projet. Des représentants des institutions et des Etats, évidemment, mais aussi des représentants du monde économique, des chercheurs, des jeunes, des citoyens.

Prenons l'exemple du CETA – qui a finalement été signé, ce qui est une très bonne chose. Comment comprendre qu'un texte dont tous, ou presque, s'accordent à dire qu'il est bon pour l'Union et pour les intérêts des Etats membres, ait suscité tant de craintes ? C'est parce que l'association de toutes les parties n'a pas été suffisante, créant ainsi un déficit de confiance. Les efforts de tous et le sens de la responsabilité des principaux acteurs a finalement permis un dénouement positif, mais nous avons le devoir de réfléchir à ce qui s'est

passé et surtout éviter la tentation de contourner l'obstacle par l'idée d'écarter les Etats membres de la décision.

Nous devons aussi travailler pour faire plus et pour faire mieux.

L'Union fait déjà beaucoup. Elle soutient la croissance et favorise l'investissement – et le plan Juncker doit être amplifié pour obtenir des résultats encore plus tangibles dans l'ensemble de l'Union.

Elle agit de manière concrète et déterminée pour la sécurité des frontières extérieures afin de protéger la liberté de circulation au sein de l'Union. Elle construit une stratégie ambitieuse en matière de défense et de sécurité. Première puissance commerciale au monde, elle promeut nos intérêts tout en agissant pour le bien commun en établissant des normes sociales et environnementales. Elle forme, enfin, un espace de recherche dense et incroyablement attractif.

Nous devons continuer d'agir pour amplifier ces résultats. Nous avons adopté une feuille de route à Bratislava en septembre dernier. Nous

devons désormais mettre en œuvre les engagements pris, pour faire du 60ème anniversaire du traité de Rome, en mars prochain, une étape déterminante dans la relance du projet européen.

C'est pour cela que la question de l'efficacité est aussi cruciale. Plus efficace, l'Europe confortera sa place de puissance commerciale, renforcera sa sécurité, portera haut ses valeurs dans un monde où elles sont encore si souvent bafouées. Relevons donc la tête et retrouvons foi dans l'intégration européenne.

C'est l'intégration européenne, le renforcement de l'unité des Etats membres, qui sont en effet les garants de la réussite du projet européen. Sans intégration, l'Union ne parle pas d'une seule voix et ne pèse pas sur la scène internationale. Le génie de l'Union c'est qu'elle n'est forte que si ses Etats membres sont forts et qu'elle s'affaiblit quand ses Etats s'affaiblissent. Pour avoir plus d'Union, il faut donc des Etats plus engagés sur les sujets européens, des Etats qui débattent, se contredisent et proposent. Pour avoir une meilleure Union, il faut des

Etats déterminés à mettre en œuvre plus rapidement les décisions prises et qui disposent des moyens pour le faire. Il faut des Etats dont les responsables politiques s'engagent sur la scène européenne et cherchent à la rendre plus visible.

Plus d'intégration n'a jamais signifié l'effacement de nos différences et de nos spécificités. Les valeurs que nous partageons sont renforcées par nos différences. Mais nous devons continuer à les protéger car elles sont menacées, même à l'intérieur des Etats membres.

Nous étions 6. Nous sommes 28. Nous serons 27 demain et qui sait ensuite. Nous formons un ensemble politique unique qui a été capable de traverser des crises profondes et d'adapter son fonctionnement. Entre nous, les différences demeurent, elles deviennent parfois des divergences. Parfois entre le nord et le sud, parfois entre l'est et l'ouest, souvent aussi en fonction des sujets ou de l'actualité.

L’important n’est pas de fixer un périmètre de manière rigide mais de parvenir à inventer les nouvelles manières de respecter l’intuition des pères fondateurs : agir ensemble de manière concrète et efficace.

Unité ne veut pas dire uniformité. La différenciation existe déjà. Les Etats doivent choisir d’avancer à leur rythme mais tous doivent accepter que l’objectif reste celui d’une intégration croissante.

Notre défi, c’est d’actualiser en permanence notre manière d’agir en l’adaptant aux besoins nouveaux et en conservant ce qui fait notre force et notre spécificité : l’union dans la diversité.